

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

L'INVENTEUR DU POSSIBLE

Nous avons assisté jeudi à la projection de deux films ukrainiens remarquables, proposée par le Cinéma des Cinéastes, Place Clichy à Paris et l'association *Ukraine Combart* qui nous est chère, en provenance du festival ukrainien *Docudays* dont la 22ème édition s'est tenue en juin 2025 à Kyiv.

Dans le premier film, *Kherson, Resistance goes on*, Tetiana SYMON qui est une des responsables du précieux fond documentaire créé par *Docudays* en 1922, « Les Archives de la Guerre », donne la parole à trois jeunes volontaires qui se sont mobilisés pour exfiltrer des vieillards, des mères et des enfants de la ville assiégée par l'agresseur russe, puis inondée et occupée et enfin libérée. Une chronique poignante du courage quotidien de civils qui font obstacle au chaos. Dans le deuxième film, *My dear Theo*, très intime, bouleversant, Alisa KOVALENKO cinéaste engagée volontaire dès 2022 sur le front près de Kharkiv, alterne les passages où elle s'adresse à son fils Theo, alors âgé de 5 ans, évacué en France chez sa grand-mère paternelle, et des moments d'observation silencieuse de ses camarades de tranchée. C'est un film d'amour, d'amour d'une mère pour son fils auquel elle ne cache pas qu'elle risque de mourir à tout moment, d'amour de la vie d'avant l'agression russe, la vie pour laquelle se bat, pour que son fils, comme les fils de ses camarades, puissent la vivre à leur tour, un film d'hommage aussi au courage et à la mémoire de ceux qui ont péri depuis... Un film de lumière qui nimbe tous ces héros de la formidable résistance ukrainienne.

Chère Alisa, après cette leçon d'héroïsme démocratique, il serait malvenu de commenter les débats dérisoires et les petites ambitions présidentielles qui agitent les pantins du théâtre politique français. Je préfère rendre hommage à un véritable homme d'État, décédé le 22 mars 2026 : Lionel JOSPIN. Il croyait au pouvoir de la raison ancrée dans de fortes convictions.

Lorsque je l'ai rencontré pour la première fois, au milieu des années 1970, il argumentait avec force devant la section du Parti socialiste du quinzième arrondissement de Paris sur tous les sujets de politique intérieure et extérieure.

Je l'ai souvent vu par la suite rédiger à la main l'intégralité de ses discours. C'était un homme de mots plutôt que d'images, de textes charpentés par une pensée personnelle plutôt que d'« éléments de langage », faits de messages cursifs ou de slogans si à la mode aujourd'hui.

Il m'a intégré dans son équipe de campagne pour l'élection présidentielle de 1995 et je me souviens de débats passionnés et passionnants qu'il animait dans un petit cercle autour de lui sur la politique économique et sociale qu'il faudrait mener, où Dominique STRAUSS-KAHN (DSK) et Martine AUBRY jouaient un rôle central.

Puis vint 1997. Le président Jacques CHIRAC, qui l'avait finalement emporté à l'élection de 1995 sur Lionel Jospin, était confronté à la contrainte aiguë de qualifier la France pour l'euro ! Les plafonds à ne pas dépasser étaient ceux d'un déficit des finances publiques inférieur à 3% du Produit intérieur brut et d'une dette publique sous les 60% du même Pib. Pour y parvenir, le président avait été convaincu par ses conseillers (mal inspirés) que la majorité parlementaire dont il disposait depuis 1995 était trop courte !

Le président a donc dissous la Chambre des députés et ... c'est la gauche qui l'a largement emporté. Respectueux des institutions dont il était le gardien, comme François MITTERRAND l'avait été en 1986 et 1993, et à l'opposé d'Emmanuel MACRON en 2024, le président Chirac a demandé au chef de la nouvelle majorité parlementaire, Lionel Jospin, de former le gouvernement. Dominique Strauss-Kahn est devenu ministre de l'Économie et des Finances et moi-même secrétaire d'État au Budget, Martine Aubry étant ministre des Affaires sociales, en charge notamment de la Sécurité sociale, dont elle a équilibré les comptes.

Entre le printemps et l'hiver 1997, les comptes publics sont passés au bleu européen et la France a gagné sa qualification pour l'euro. Plutôt que de sabrer arbitrairement dans les dépenses publiques d'avenir (éducation) ou de solidarité (maladie, chômage et retraites), le gouvernement a joué de quatre leviers. D'abord, des économies de gestion auxquelles a consenti une haute fonction publique mobilisée par des ministres volontaires mais sereins. Ensuite, un effort fiscal demandé aux grandes entreprises qui ont été convaincues qu'il s'agissait d'un « investissement pour l'euro » dont elles seraient bénéficiaires à terme. Le ministre des Finances a promis au Patronat que la hausse substantielle de l'impôt sur les bénéfices des sociétés à payer dès 1997 ne serait que temporaire. Et le gouvernement Jospin a supprimé cette surtaxe avant 2002 ! Troisième levier :

une innovation budgétaire (cela existe !), consistant à prendre en charge les retraites des fonctionnaires de France Télécoms (entreprise privatisée à la fin des années 1980), l'État recevant en dédommagement une « soule » importante. Et, quatrième levier, une conjoncture internationale porteuse, la croissance alimentant les caisses publiques d'impôts et de cotisations supplémentaires.

Durant ces premiers mois d'exercice du pouvoir, Lionel Jospin a su montrer une qualité d'écoute, une volonté de déléguer à ses ministres la mise en œuvre d'un programme social-démocrate défini en commun, le tout dans un contexte de cohabitation rude avec un président de la République mari de sa dissolution ratée. Pour employer une image maritime, il y avait un « pacha » sur la dunette du vaisseau Matignon. Selon l'article 20 de la Constitution, le Premier ministre de 1997 à 2002 a « défini et conduit la politique de la Nation » dans toutes ses dimensions économique et sociale dont j'ai fait personnellement l'expérience.

Passée la qualification pour l'euro, le gouvernement n'a pas relâché l'effort budgétaire : le déficit est, pendant cinq ans, constamment resté sous la fameuse barre des 3% du Pib et la dette publique (État, Sécurité sociale et collectivités locales) n'a pas bougé d'un plateau à 60% du même Pib. Quand on regarde l'évolution de ces deux baromètres sur un demi-siècle, de 1974 à 2025, on peut déceler avec de bons yeux un palier (1997-2002) sur l'escalier d'une augmentation continue vers des sommets préoccupants.

Cette gestion sérieuse n'avait rien de spontanée et l'« austérité » de caractère, que d'aucuns prêtent à Lionel Jospin, y a été pour beaucoup. Je n'ai pas le souvenir qu'il voulait plaire à tout prix, qu'il gouvernait aux sondages ni s'empressait d'éteindre les crises sociales en jetant quelques milliards pour limiter les débuts d'incendie. Une seconde raison était sa méthode de gouvernement, faite de confiance et de délégation. Épaulé par une administration de qualité, je négociais directement avec la majorité des ministres qui avaient reçu des « lettres de cadrage ». Dominique Strauss-Kahn aimait discuter lui-même le budget de la Défense mais me laissait une marge très large pour les autres budgets. Sauf celui de l'Éducation nationale, dont le titulaire, Claude ALLÈGRE, ne voulait débattre ni avec moi, ni avec DSK, mais seulement avec le Premier ministre lui-même, ce qui était loin d'être un bon calcul !

Mon témoignage s'arrête en mars 2000. Remplaçant Dominique Strauss-Kahn démissionnaire en novembre 1999, j'ai butté sur deux obstacles qui ont conduit à ma propre démission. D'une part « l'affaire de la cagnotte », montée par un grand quotidien du soir (!) à propos de recettes fiscales inattendues, que les parlementaires voulaient redistribuer immédiatement aux citoyens à la veille d'élections municipales importantes et dans la perspective des élections présidentielles de 2002. Et d'autre part, une réforme entamée avec DSK pour simplifier l'administration fiscale, de telle façon qu'un contribuable n'ait en face de lui qu'un seul fonctionnaire pour calculer et payer son impôt. À la veille des mêmes échéances électorales, il ne fallait pas perturber des services cruciaux pour la perception des recettes publiques ! Quoiqu'il en soit, je conserve pour Lionel Jospin une vraie admiration de son action de Premier ministre et, bien évidemment, une immense reconnaissance de m'avoir donné la chance d'y participer.

J'ai relu son livre, *L'invention du possible* » (Flammarion 1991), rédigé de sa main alors qu'il était ministre de l'Éducation. Sans se résigner devant les multiples contraintes qui enserraient la France, il proposait une vision à la fois ambitieuse et réaliste pour conduire la société française vers plus de justice et de prospérité. J'en retiens les messages suivants. « Ne pas se rallier au conservatisme gestionnaire », « ne pas rechercher un faux consensus {centriste} qui sert de prétexte aux extrémismes violents », mais « centrer la politique sur les besoins des hommes (emploi, salaire, logement, cadre de vie urbain, revenu de la terre, santé, éducation, transport, sécurité, culture, loisir, vacances) ».

Terminons par ses deux conseils d'une vraie actualité : « Rien ne garantit jamais la victoire de la civilisation sur la barbarie » et « Évitons la guerre civile froide permanente ».

La guerre barbare est aux portes de l'Europe. Soyons dignes du courage et de l'engagement de la jeune Ukrainienne Alisa.

18 avril 2026